



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 23 octobre 2019 — N° 72

Neuf heures quarante

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Masson sur le sujet suivant : *L'Halloween dans Masson.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Félicitations à M^{me} Lily-Mai Boivin pour son impact positif dans son milieu scolaire et communautaire.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *M^{me} Rose Rhéaume, une karatéka d'exception.*
- La députée de Fabre sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine nationale de l'action communautaire autonome.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Neil Sturgeon, vétéran de la 2^e Guerre mondiale.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *150^e anniversaire de la municipalité de Sainte-Angèle-de-Mérici.*
- Le député de La Peltre sur le sujet suivant : *Les femmes au sein des Forces armées canadiennes.*
- Le député d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *La Nuit des sans-abri.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Paramédic.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *L'implication des Chevaliers de Colomb, Conseil Anjou 5321.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation
Présenté par le ministre de l'Économie et de l'Innovation le 12 juin 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 3 octobre 2019
Reprise du débat ajourné au nom de la députée d'Anjou–Louis-Riel le **22 octobre 2019**
- 2) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 3) Projet de loi n° 31
Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l'accès à certains services
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 13 juin 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **9 octobre 2019**

- 4) Projet de loi n° 32
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel
Présenté par la ministre de la Justice le **13 juin 2019**
- 5) Projet de loi n° 35
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **19 septembre 2019**
- 6) Projet de loi n° 37*
Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **18 septembre 2019**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 7) Projet de loi n° 38
Loi modifiant certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **26 septembre 2019**
- 8) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le **25 septembre 2019**
- 9) Projet de loi n° 40
Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **1^{er} octobre 2019**

- 10) Projet de loi n° 43**
Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d'autres dispositions afin de favoriser l'accès aux services de santé
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 octobre 2019**

Étude détaillée en commission

- 11) Projet de loi n° 15**
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 12) Projet de loi n° 16**
Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 3 avril 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 14 mai 2019
Principe adopté le **16 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 13) Projet de loi n° 18**
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 25 septembre 2019
Principe adopté le **26 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 14) Projet de loi n° 23**
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 15) Projet de loi n° 28**
Loi permettant la mise en place de certaines mesures en matière de santé et de services sociaux liées au statut géographique particulier de la région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 7 juin 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **24 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 16) Projet de loi n° 29**
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées
Présenté par la ministre de la Justice le 5 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **24 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 17) Projet de loi n° 34**
Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 12 juin 2019
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2019
Principe adopté le **10 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Prise en considération de rapports de commissions

18) Projet de loi n° 5

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans

Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le 14 février 2019

Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 5 juin 2019

Principe adopté le 14 juin 2019

Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le **22 octobre 2019** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

19) Projet de loi n° 33

Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 14 juin 2019

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 septembre 2019

Principe adopté le 24 septembre 2019

Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **8 octobre 2019** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

20) Projet de loi n° 36

Loi modifiant la Loi sur les compagnies concernant la participation et la prise de décision aux assemblées des personnes morales sans capital-actions

Présenté par le ministre des Finances le 19 septembre 2019

Principe adopté le 25 septembre 2019

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 8 octobre 2019

Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **9 octobre 2019**

Adoption

21) Projet de loi n° 2

Loi resserrant l'encadrement du cannabis

Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 5 décembre 2018

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 21 février 2019

Principe adopté le 14 mai 2019

Rapport amendé de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le 24 septembre 2019

Reprise du débat ajourné au nom du député de Viau le **25 septembre 2019**

22) Projet de loi n° 25

Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 14 mai 2019

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019

Principe adopté le 17 septembre 2019

Rapport de la Commission des institutions adopté le **26 septembre 2019**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

23) Projet de loi n° 190

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

24) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions

Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

25) Projet de loi n° 192

Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction

Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

- 26)** Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 27)** Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 28)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 29)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 30)** Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 31)** Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 32)** Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 33)** Projet de loi n° 390
Loi remplaçant la Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **18 avril 2019**

- 34) Projet de loi n° 391**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 35) Projet de loi n° 392**
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 36) Projet de loi n° 393**
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 37) Projet de loi n° 396**
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 38) Projet de loi n° 490**
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

39) 22 octobre 2019

Motion de la députée de Maurice-Richard :

QUE l'Assemblée nationale réitère solennellement que l'île d'Anticosti est un joyau naturel qui recèle un patrimoine géologique et paléontologique dont la valeur universelle et exceptionnelle est mondialement reconnue;

QU'elle rappelle que l'ensemble des « claims » pétrolier et gazier ont été rachetés dans le passé par l'État afin de préserver la beauté et le patrimoine unique de cette île;

QU'elle rappelle que suite à la demande du gouvernement du Québec en 2017, le gouvernement fédéral a inscrit l'île d'Anticosti sur la liste des sites du patrimoine mondial au Canada et que cette étape est celle qui précède la candidature officielle au patrimoine mondial de l'UNESCO;

QU'elle prenne acte que le ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs a soumis à plusieurs reprises des recommandations défavorables à la création d'une bande de protection des berges de l'île;

QU'enfin, l'Assemblée nationale demande au gouvernement caquiste de mettre en place une bande de protection des berges de l'île sans tarder et de s'engager formellement à protéger l'île d'Anticosti, à conserver son caractère naturel exceptionnel et à soutenir sa candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO en prenant les mesures nécessaires.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société de l'habitation du Québec, et sur le chapitre 2 du rapport de mai 2019 du Vérificateur général intitulé « Programme AccèsLogis Québec : exploitation des immeubles ».

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES](#)

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 34**, Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité (mandat confié le 10 octobre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (mandat confié le 16 mai 2019).

Mandat conféré par une loi

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

Mandat d'initiative

- Poursuivre le mandat d'initiative sur l'accès aux services financiers de proximité en région.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (mandat confié le 19 septembre 2019).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 37**, Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (mandat confié le 22 octobre 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29**, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées (mandat confié le 24 septembre 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 32**, Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel (mandat confié le 22 octobre 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 18**, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (mandat confié le 26 septembre 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 28**, Loi permettant la mise en place de certaines mesures en matière de santé et de services sociaux liées au statut géographique particulier de la région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec (mandat confié le 24 septembre 2019).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Pontiac à la ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'incapacité du gouvernement caquiste d'améliorer les services de santé et services sociaux, notamment en régions* (avis donné le 10 octobre 2019).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

81) Mme Ghazal (Mercier) – **18 septembre 2019**

Au ministre des Transports et ministre responsable de la région de l'Estrie

La municipalité du Canton de Pottton a adopté le règlement 2018-453 qui permet à tous les véhicules hors route (VHR) de parcourir à l'année longue l'ensemble de ses 170 kilomètres de chemins municipaux. En transformant toutes les routes publiques en pistes de VHR, ce nouveau règlement met en danger les utilisateurs de VHR, mais aussi tous les utilisateurs des routes de Pottton (qu'ils soient résidents ou visiteurs). En cautionnant ce règlement unique au Québec, nous contribuons à la création d'un précédent généralisable à l'échelle de la province. Les fabricants de VHR eux-mêmes s'opposent à l'utilisation de leurs produits sur des voies publiques pavées et non pavées. Le *Specialty Vehicle Institute of America*, le plus grand regroupement de fabricants, estime que « les VHR sont conçus et fabriqués pour un usage hors route uniquement », et la *US Consumer Product Safety Commission* a déclaré que « Les véhicules tout-terrain peuvent atteindre la vitesse tolérée sur les autoroutes, mais avec leurs pneus basse pression et leur centre de gravité élevé ils ont tendance à basculer ou à perdre le contrôle ».

Au-delà de l'incohérence sémantique de ce règlement, la loi sur les VHR est claire. Elle interdit la circulation des véhicules hors route sur les chemins publics ; vise le développement de la pratique sécuritaire des VHR sur des sentiers conçus à cet effet et ne permet qu'exceptionnellement aux municipalités d'ouvrir des tronçons de chemins publics à la circulation des VHR afin de sécuriser le passage entre des sentiers de VHR, tout en protégeant les autres utilisateurs de la route par une signalisation adéquate. Un tel règlement contrevient aux grands principes de la loi sur les VHR et risque de faire augmenter le nombre d'accidents et les décès comme le démontrent des études dans des juridictions qui permettent la circulation de VHR sur les voies publiques.

Au nom d'Action Pottton, un regroupement de citoyens du Canton de Pottton, nous demandons au ministre des Transports et ministre responsable de la région de l'Estrie de bien vouloir désavouer le règlement 2018-453.

86) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **25 septembre 2019**

À la ministre de la Santé et des Services sociaux

J'ai été interpellée relativement à une situation liée au programme Chèque emploi-service qui me semble effectivement problématique sur le plan de la responsabilité juridique des acteurs impliqués.

En effet, le programme comporte une lacune majeure : sur le plan juridique, le prestataire de service - qui devrait être reconnu comme client - est en fait reconnu comme employeur aux yeux de la CNESST, ainsi qu'en vertu de la Loi sur les normes du travail.

Cette interprétation inadéquate a aussi été soulevée par l'équipe de l'émission La facture, le 19 mars dernier. Considérant que les bénéficiaires du service sont majoritairement des individus en perte d'autonomie qui devraient normalement bénéficier de services publics, il n'est pas seulement illogique sur le plan juridique de leur attribuer la qualité d'employeur, mais amoral de leur en imposer le fardeau.

Ainsi, ma question est la suivante :

- La ministre de la Santé peut-elle s'engager à corriger l'incongruité du programme Chèque emploi-service ?

87) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **25 septembre 2019**

Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

J'ai été interpellée relativement à une situation liée au programme Chèque emploi-service qui me semble effectivement problématique sur le plan de la responsabilité juridique des acteurs impliqués.

En effet, le programme comporte une lacune majeure : sur le plan juridique, le prestataire de service - qui devrait être reconnu comme client - est en fait reconnu comme employeur aux yeux de la CNESST, ainsi qu'en vertu de la Loi sur les normes du travail.

Cette interprétation inadéquate a aussi été soulevée par l'équipe de l'émission La facture, le 19 mars dernier. Considérant que les bénéficiaires du service sont majoritairement des individus en perte d'autonomie qui devraient normalement bénéficier de services publics, il n'est pas seulement illogique sur le plan

juridique de leur attribuer la qualité d'employeur, mais amoral de leur en imposer le fardeau.

Ainsi, ma question est la suivante :

- Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, peut-il s'engager à corriger l'incongruité du programme Chèque emploi-service ?

88) Mme Montpetit (Maurice-Richard) – **3 octobre 2019**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Dans le cadre du mandat d'initiative concernant l'usage des pesticides, plusieurs témoignages inquiétants ont été livrés quant aux effets potentiels des pesticides sur la santé humaine. Afin d'évaluer les effets des pesticides sur la santé des Québécois et Québécoises, les experts et chercheurs ont besoin d'avoir accès aux données d'utilisation des pesticides pour mener à bien leurs études.

Je demande donc au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de fournir dans les plus brefs délais :

- 1- L'ensemble des données relatives à l'utilisation des pesticides.
- 2- La quantité de pesticides utilisés par région.
- 3- Les types de pesticides utilisés par culture et par région, ainsi que les données temporelles s'y rattachant.
- 4- Les indices de risque pour la santé et les indices de risque pour l'environnement pour l'ensemble des pesticides utilisés en sol québécois.
- 5- Le niveau d'avancement de la table de révision quant à l'évolution des indices de risques.
- 6- Les données disponibles à ce jour concernant les prescriptions de pesticides pour les années 2018 et 2019.

89) Mme Montpetit (Maurice-Richard) – **3 octobre 2019**

Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Dans le cadre du mandat d'initiative concernant l'usage des pesticides, plusieurs témoignages inquiétants ont été livrés quant aux effets potentiels des pesticides sur la santé humaine. Afin d'évaluer les effets des pesticides sur la santé des Québécois et Québécoises, les experts et chercheurs ont besoin d'avoir accès aux données d'utilisation des pesticides pour mener à bien leurs études.

Je demande donc au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques de fournir dans les plus brefs délais :

- 1- L'ensemble des données relatives à l'utilisation des pesticides.
- 2- La quantité de pesticides utilisés par région.
- 3- Les types de pesticides utilisés par culture et par région, ainsi que les données temporelles s'y rattachant.
- 4- Les indices de risque pour la santé et les indices de risque pour l'environnement pour l'ensemble des pesticides utilisés en sol québécois.
- 5- Le niveau d'avancement de la table de révision quant à l'évolution des indices de risques.
- 6- Les données disponibles à ce jour concernant les prescriptions de pesticides pour les années 2018 et 2019.

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission de la culture et de l'éducation, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 40, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires, procède à des consultations particulières et tiennent des auditions publiques, le lundi 4 novembre de 14 heures à 18 heures, le mardi 5 novembre de 10 heures à 11 h 30, après les affaires courantes jusqu'à 17 h 45 et de 19 h 30 à 21 heures, le mercredi 6 novembre après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, le jeudi 7 novembre après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et de 15 heures à 18 heures et le mardi 12 novembre 2019 de 10 heures à 11 h 30, après les affaires courantes jusqu'à 17 h 45 et de 19 h 30 à 21 heures;

QU'à cette fin, la Commission entende les organismes suivants :

Fédération des commissions scolaires du Québec
Association des commissions scolaires anglophones du Québec
Centrale des syndicats du Québec
Confédération des syndicats nationaux
Fédération autonome de l'enseignement
Association des directions générales des commissions scolaires
Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement
Association québécoise des cadres scolaires
Commission scolaire des Navigateurs

Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec
L'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques
L'école ensemble
Fédération des comités de parents du Québec
Association des comités de parents anglophones
APPELE-Québec
Conseil supérieur de l'éducation
Fédération des cégeps
Association québécoise du personnel de direction des écoles
Association of Administrators of English School of Quebec
L'Institut du Nouveau Monde
Directeur général des élections du Québec
Association québécoise de la garde scolaire
Association des enseignantes en préscolaire du Québec
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Je protège mon école publique
Institut de coopération pour l'éducation des adultes
Fédération québécoise des municipalités
Union des municipalités
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
Comité de parents de la Commission scolaire de Montréal

QUE les personnes et organismes soient convoqués et entendus dans l'ordre où ils apparaissent à la présente motion;

QUE l'organisation des travaux soit confiée au comité directeur de la Commission, notamment l'aménagement de l'horaire selon les éventuelles demandes de changements des personnes et des organismes;

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires répartie de la manière suivante : 5 minutes 34 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 3 minutes 43 secondes pour l'opposition officielle, 56 secondes au deuxième groupe d'opposition, 56 secondes au troisième groupe d'opposition et finalement 51 secondes à la députée indépendante;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes partagées ainsi : 16 minutes 15 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes 50 secondes pour l'opposition officielle, 2 minutes 43 secondes pour le deuxième groupe d'opposition, 2 minutes 43 secondes pour le troisième groupe d'opposition et 2 minutes 30 secondes pour la députée indépendante;

QUE le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur soit membre de ladite Commission pour la durée du mandat.